

# Fil d'actu RAEMH

## Octobre 2021



### 01 Gestion des frontières

1

Surveillance

1

Disparitions - Sauvetage

3

Expulsions - retours

3

### 02 Dans le pays "de destination"

4

Gestion de la migration sur le plan politique

4

Accueil - système de protection

4

### 03 Contexte socio-politique - faits marquants

6

Afrique du Nord

6

Afrique subsaharienne

6

Covid-19

7



## 01 Gestion des frontières

### Surveillance

#### Démantèlement de réseaux de trafic et de traite:

Plusieurs opérations policières ont été relayées dans les médias ce mois-ci, aboutissant au [démantèlement d'un réseau de faux papiers à Tenerife \(Canaries\)](#); au [jugement des membres d'un réseau de traite nigérian à Marseille](#), condamnés à 9 ans de prison ; et également en Italie, où des peines [6 à 20 ans de prison ont été prononcées à l'encontre](#)



**Publication d'un rapport des organisations ARCI et Alarm Phone (« De la mer à la prison », en anglais et italien), à propos de la criminalisation des capitaines**

[de criminels nigériens](#) faisant également partie d'un réseau de traite. A [la frontière franco-espagnole, 39 passeurs ont été interpellés](#) en octobre (la police aux frontières ne procède habituellement qu'à une dizaine d'interpellations par mois).

Des [arrestations ont également eu lieu au Niger](#) (à Zinder, Maradi et Agadez), suite à une enquête menée conjointement par des policiers nigériens, espagnols et français. Le tour de vis sécuritaire opéré dans le pays a fait baisser le nombre de passages, mais intensifié la dangerosité de la route pour les exilé.e.s.

Pour leur part, les autorités **néerlandaises** ont placé sur une liste de personnes recherchées un Érythréen accusé d'avoir dirigé un camp en Libye et d'avoir fait subir de nombreux sévices à des personnes migrantes. Il a déjà été condamné par contumace à la prison à vie en Éthiopie pour des crimes similaires. Concernant la Libye aussi, les [Nations unies et les États-Unis ont imposé des sanctions à Osama Al Kuni Ibrahim](#), un tortionnaire libyen accusé "d'abus horribles" contre des migrants détenus en prison. Celui-ci travaillait avec un autre trafiquant libyen, Bija, libéré au mois d'avril "faute de preuves".

L'organisation PICUM dénonce [l'approche utilisée dans le nouveau plan d'action de l'UE contre le trafic de migrants](#), qui met avant tout l'accent sur l'intensification des retours, les technologies de surveillance et la hausse de la pression sur les pays tiers pour poursuivre et punir les passeurs ; sans pointer les causes qui, selon l'ONG, sont essentiellement liées aux politiques migratoires restrictives, terreau fertile pour l'activité des réseaux.

**Technologies de surveillance :** Aux Canaries, le ministère de l'Intérieur accélère le renforcement du système intégré de surveillance extérieure (SIVE) sur l'île de Lanzarote, via [l'installation d'un nouveau radar](#), qui avait pourtant été acheté en 2015 pour 5,6 millions d'euros et qui est stocké depuis lors, malgré l'augmentation des arrivées. A Melilla, les autorités entendent avoir prochainement recours à des [drones pour surveiller la frontière](#) avec le Maroc.

**Murs aux frontières extérieures de l'Europe :** Douze États membres de l'UE<sup>[1]</sup> ont adressé une [lettre commune à la Commission européenne](#), demandant des modifications du code frontières Schengen, afin de permettre la construction de murs aux frontières extérieures de l'UE, à financer par les budgets de l'UE. Cette lettre fait suite à des tensions avec le Belarus, ce pays ayant laissé des migrants traverser son territoire et atteindre les

**de bateaux prenant à leur bord des personnes en danger lors de leur traversée de la Méditerranée.**



## HELP IS NO CRIME: ARE EU POLICIES MOVING IN THE RIGHT DIRECTION?

Criminalisation of solidarity under the EU Pact on Migration and Asylum

PICUM  
EUROPEAN PUBLIC INTEREST CENTER FOR  
UNDOCUMENTED MIGRANTS

October 2021

**Rapport de PICUM sur la criminalisation des réseaux d'aide : « L'aide n'est pas un crime : les politiques européennes vont-elles dans la bonne direction ? »**

**A consulter aussi un article universitaire court mais de fond datant de 2018 sur les préjugés qui entourent bien souvent les réseaux de traite et leur démantèlement, [ici](#).**

frontières des pays voisins de l'UE. Si la commissaire aux Affaires intérieures Ylva Johansson a répondu que les pays avaient "la possibilité et le droit de construire des clôtures", la présidente de la Commission européenne, Ursula von der Leyen, a [catégoriquement rejeté la possibilité que ces murs soient financés par l'UE](#).

[1] Autriche, Bulgarie, Chypre, République Tchèque, Danemark, Estonie, Grèce, Hongrie, Lituanie, Lettonie, Pologne, Slovaquie.

## Disparitions - Sauvetage

---

**Encore de nombreuses disparitions** ce mois-ci sur les routes de l'Atlantique et de la Méditerranée : Aux [Canaries](#), après une semaine de dérive en mer, 57 personnes, dont 12 enfants, sont mortes dans un naufrage. Perdus, les passagers ont tenté de regagner leur point de départ, aux alentours de la ville de Dakhla. C'est en rebroussant chemin que le naufrage a eu lieu. A la [frontière franco-espagnole](#), 4 ressortissants algériens qui s'étaient réfugiés sur les voies ferrées pour échapper aux contrôles de police ont subi un accident avec un TER (Train Régional), 1 seul rescapé.

En Italie, un groupe de réfugiés a découvert que certaines victimes du naufrage d'octobre 2013 (ayant fait 368 victimes) au large de Lampedusa ont été [déplacées de leurs tombes vers une fosse commune](#), ce qui a suscité des critiques de la part des militants. Une enquête a été lancée.

**Italie** : Pour la première fois en Italie, le capitaine d'un navire italien a été [condamné à un an de prison par un tribunal de Naples pour avoir débarqué en Libye](#) une centaine de migrants qu'il venait de secourir en Méditerranée (la Libye ne pouvant être considérée comme un port sûr selon le droit international).

## Enfermement

---

**Italie** : une enquête a été ouverte par les procureurs de la ville de Bari, dans le sud du pays, après des révélations selon lesquelles un [centre de rapatriement de la ville ne fournirait pas les soins de santé](#) adéquats aux résidents à la fin de 2019. Les enquêteurs soupçonnent que la situation s'est poursuivie pendant l'urgence COVID-19.

**Malte** : [32 demandeurs d'asile poursuivent en justice le gouvernement maltais](#) pour violation de leurs droits fondamentaux après avoir été détenus dans des bateaux de tourisme en avril 2020 après avoir été secourus en mer avec environ 400 autres personnes. Pendant leur détention en mer, ils n'ont pas eu accès aux services de base, à une assistance juridique et n'ont pas été informés de leur droit de demander l'asile. Le gouvernement avait en outre refusé aux avocats et aux groupes de défense des droits humains l'accès aux bateaux.

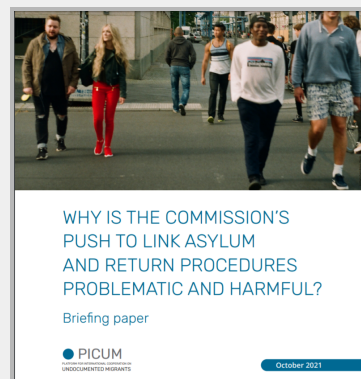
**Tunisie** : le [centre de Zarzis \(sud-est du pays\), géré par le HCR, a finalement fermé ses portes](#), suite aux fortes tensions avec les habitants de la ville. Des propositions de relogement sont faites aux personnes qui y étaient hébergées, principalement des demandeur.euse.s d'asile somalien.e.s, soudanais.e.s et érythréen.ne.s. A ceux/celles qui préfèrent ne pas retourner dans ces centres, le HCR proposera des compensations financières pour se loger par eux-mêmes.

**Libye** : Des milliers de personnes [réclament leur évacuation du pays](#) devant le centre du HCR, à Tripoli. La situation se dégrade à mesure que la tension monte parmi les exilé.e.s. Un demandeur d'asile soudanais a été tué par balle après la visite d'une délégation du ministère libyen de l'Intérieur dans les bureaux du HCR. La situation en Libye est, depuis un an, extrêmement inquiétante, notamment en raison de la suspension des vols d'évacuations des réfugiés enregistrés par le HCR vers des pays tiers tels que le Niger ou le Rwanda. [Début octobre, un raid sans précédent](#) avait abouti à l'arrestation de plus de 4000 migrants, tous envoyés de force dans des centres de détention. Le 8 octobre, les gardiens de la prison d'Al-Mabani ont [tiré à balles réelles sur des personnes qui tentaient de s'évader](#). La fusillade a fait au moins six morts et 24 blessés. Un rapport d'enquête d'experts des Nations Unies a d'ailleurs été présenté début octobre, faisant état de [crimes de guerre contre l'humanité commis en Libye](#). La publication du rapport souligne l'importance du renouvellement du mandat pour les années à venir de cette mission d'enquête sur les crimes perpétrés cette dernière décennie en Libye.

## Expulsions - retours

---

**Rapatriement EJNA Espagne/Maroc** : L'Audience nationale espagnole a finalement [donné raison au ministère de l'Intérieur](#), en rejetant le recours présenté par une ONG contre la lettre du secrétaire d'État à la sécurité du 10 août, qui demandait à Ceuta d'entamer le rapatriement vers le Maroc des plus de 700 enfants entrés dans la ville autonome en mai. La Chambre contentieuse-administrative de l'Audience nationale, qui s'est en réalité limitée à examiner les effets de la lettre, n'a pas statué sur la légalité des rapatriements.



**Note de positionnement de l'ONG PICUM pointant les dangers de lier asile et procédures de retour (en anglais).**

# 02 Dans les pays "de destination"

## Gestion de la migration sur le plan politique

---

**Coopération UE/pays tiers** : Le [Conseil de l'UE a adopté des restrictions en matière de délivrance de visas à l'encontre de la Gambie](#), en représailles à la "coopération insuffisante" du pays en matière de réadmissions. Le Conseil discute actuellement de mesures similaires à l'encontre du Bangladesh et de l'Irak.

**Accord UE/Afrique** : à moins de trois mois du début de la présidence française de l'UE, Emmanuel Macron a exprimé son souhait qu'un [nouveau traité Europe-Afrique](#) concernant les migrations soit signé dans les mois à venir. Outre cette réforme, le président français veut, dès sa prise de fonction à la tête de la présidence tournante de l'UE, accélérer l'examen et l'adoption du « pacte global pour la migration », qui s'éternise depuis sa présentation il y a un an par la Commission européenne, sur fond de divisions entre Etats membres.

## Accueil - système de protection

---

### Asile – séjour

**Afghanistan** : Le HCR demande aux États de [faciliter et d'accélérer les procédures de réunification familiale](#) pour les Afghan.e.s dont les familles sont restées en Afghanistan ou qui ont été déplacées dans la région. Et pourtant, dans une récente directive, [le Home Office anglais revoit sa position sur la demande d'asile des Afghan.e.s](#), jugeant que la situation de violence dans le pays est restreinte. Les ressortissants devront dès lors démontrer des "motifs spécifiques" de persécution pour demander une protection internationale. Pour les ONG et avocats spécialisés, la voie est ouverte à la reprise des retours forcés. En revanche, Le Royaume-Uni a [accueilli pour la première fois une trentaine d'Afghans issus de la communauté LGBT+](#), menacés dans leur pays par [le retour au pouvoir des talibans](#).



**France** : Depuis le début de l'année, de nombreux Bangladais se plaignent d'avoir été [déboutés de leur demande d'asile sans même avoir été convoqués en audience à la Cour nationale du droit d'asile](#) (CNDA) pour raconter leur histoire. Ces rejets automatiques, pris par ordonnances, ne sont pas rares et se banalisent. La démarche est légale au regard du droit français et souvent, les rejets sans audience concernent les dossiers venant de pays dits "sûrs". Mais le Bangladesh ne figure pas sur cette liste.

**Allemagne** : Le [nombre de demandes d'asile en Allemagne a encore augmenté cette année](#) et la maintient en première destination des personnes en quête de protection internationale en Europe. Outre les routes traditionnelles passant par la Grèce, l'Italie et l'Espagne, le Belarus est devenu une route migratoire importante au cours des derniers mois.

## Accueil - intégration

**Calais/France**: l'aumônier du Secours Catholique du Pas-de-Calais et deux autres militants ont [entamé une grève de la faim](#), pour demander l'arrêt des expulsions systématiques des lieux de vie des personnes migrantes pendant la trêve hivernale ; l'arrêt de la confiscation de leurs tentes et de leurs affaires personnelles ; l'ouverture d'un dialogue entre autorités et associations non-mandatées par l'État pour définir conjointement les modalités de l'aide humanitaire. Une pétition a été lancée pour interpeller les pouvoirs publics. Les [échanges avec un médiateur gouvernemental](#) (le directeur de l'Office Français de l'Immigration et de l'intégration) n'ont pas abouti pour le moment, les uns réclamant l'arrêt des expulsions des camps, l'autre proposant de prévenir les exilés avant les démantèlements pour qu'ils aient le temps de rassembler leurs affaires.



[Rapport de Human Right Watch](#) "*Infliger la détresse : Le traitement dégradant des enfants et adultes migrants dans le nord de la France*", dénonçant le harcèlement policier, les destructions quotidiennes des lieux de vie, les restrictions de l'accès à l'aide humanitaire à Calais.

Le [ministère de l'intérieur français a réfuté les faits](#) exposés dans le rapport.

**Grève de travailleurs « sans-papiers » / France** : Des centaines de travailleurs sans papiers de région parisienne ont lancé une [grève fin octobre pour réclamer leur régularisation](#). Employés dans la restauration, la livraison ou la collecte des déchets, ils ont été en première ligne pendant la pandémie.

**Hébergement Paris** : Près de [250 personnes se sont rassemblées fin octobre devant l'hôtel de ville](#) de Paris. Ces exilé.e.s, dont une majorité de femmes et de bébés, demandeurs d'asile/déboutés/primo-arrivants, dorment à la rue depuis plusieurs semaines, voire pour certain.e.s depuis plusieurs mois.

Un [rapport publié par l'OCDE](#) fin octobre qui analyse l'incidence budgétaire de l'immigration dans les pays de l'OCDE, conclut qu'en faisant le ratio entre les contributions versées par les personnes immigrées et les dépenses publiques de l'Etat, le coût s'équilibre et qu'il peut même s'avérer positif : "Dans tous les pays, la contribution des immigrés sous la forme d'impôts et de cotisations est supérieure aux dépenses que les pays consacrent à leur protection sociale, leur santé et leur éducation".

**France:** Quinze jeunes hébergés par le Samu Social après avoir été expulsés d'un squat à Bordeaux, ont été remis à la rue. Ce même jour, la préfecture leur [proposait de se présenter à un rendez-vous pour entrer dans un dispositif d'aide au retour volontaire](#), ce qui a créé une certaine confusion dans les messages véhiculés l'administration. Pourtant, tous ces jeunes sont en recours auprès du juge des enfants afin de faire reconnaître leur minorité et leur isolement. Les associations dénoncent une entrave à l'accès aux droits.

**Espagne :** une décision du conseil des ministres venant mettre à jour le Règlement relatif à la situation des personnes étrangères, vient [modifier le régime juridique des mineurs afin de favoriser leur intégration](#), en facilitant le passage à la vie adulte via une continuité dans leur documentation administrative. La nouvelle législation vise, entre autres, à faciliter leur accès au travail, permettant aux jeunes âgés de 16 ans et plus de travailler, tout comme un Espagnol ou un mineur arrivé avec sa famille.

## 03 Contexte socio-politique - faits marquants

### Afrique du Nord

**Tunisie :** Onze semaines après la prise des pleins pouvoirs par le président, Kaïs Saïed, un [nouveau gouvernement](#) a été formé. Pour la première fois dans l'histoire du pays, la formation du gouvernement a été confiée à une femme, Najla Bouden. L'annonce du nouveau gouvernement survient au lendemain d'une nouvelle manifestation à Tunis contre les mesures d'exception, à laquelle ont participé au moins 6 000 personnes dans la capitale.

**Maroc / Algérie :** dans un contexte de très fortes tensions diplomatiques entre les 2 pays, l'Algérie a fait l'annonce de son [renoncement à l'usage de son pipeline](#) passant par le Maroc pour approvisionner l'Espagne et le Portugal en gaz.

### Afrique subsaharienne

**Soudan :** le 25 octobre, un [coup d'Etat militaire](#) a placé à la tête du pays le général Abdel Fattah Al-Bourhane et destitué le premier ministre en place. Rappelons que la situation soudanaise est complexe : techniquement, depuis la chute de Omar El Bachir en 2019, le général Al-Bourhane dirigeait déjà le pays, mais dans une situation de partage obligé du pouvoir, et dans le cadre d'un calendrier de transition, qui aurait dû laisser la place à un dirigeant civil dans les prochains mois. L'Union Africaine (UA), la Banque mondiale, et les

Etats-Unis ont tenté de faire pression sur l'armée en suspendant le Soudan de ses institutions (UA) et en cessant son aide, pourtant vitale pour ce pays.

**Centrafrique :** Le président centrafricain, Faustin-Archange Touadéra, a décrété un [« cessez-le-feu unilatéral » de son armée et ses alliés](#) dans leur guerre contre les rebelles, assurant que l'ennemi avait fait de même, à l'exception de deux importants groupes armés. Plusieurs accords de cessez-le-feu et de paix ont été signés ces dernières années, mais aucun ne s'est révélé pérenne.

**RDC :** Six mois après l'instauration de l'état de siège, les habitants de Goma vivent toujours dans un [climat de grande violence](#), qui fait rage dans les provinces du Nord-Kivu et de l'Ituri. Au moins 683 civils ont été tués par les groupes armés au cours des six derniers mois. Les associations citoyennes pointent du doigt les forces de l'ordre qu'elles accusent d'être complice de ce banditisme. Dans le Nord-Kivu, c'est l'action des Forces démocratiques alliées (ADF en anglais) – un groupe armé composé à l'origine de rebelles musulmans ougandais dont les chefs ont fait allégeance à l'Etat islamique – qui sème la terreur.

**Mali :** Dans une note parue ce mois-ci, le représentant du Secrétaire Général des Nations Unies alerte de la [détérioration de la situation au Mali](#). Sur le plan politique, la junte au pouvoir affiche de plus en plus clairement sa volonté de reporter les élections présidentielle et législatives. Alors que la Cédéao exige la tenue à la date fixée, le Mali vient de [déclarer « persona non grata » le représentant spécial de la l'organisation](#) africaine, Hamidou Boly.

---

<sup>1</sup> Enfants et Jeunes Non Accompagnés

Par ailleurs, [un communiqué du Haut-Commissariat des Nations Unies pour les Droits de l'Homme](#) dénonce les actes de grande violence à l'encontre de personnes nées en esclavage au Mali [1]. Les experts réclament une enquête impartiale et transparente sur des faits survenus fin septembre dans la région de Kayes: « Nous avons déjà condamné cette pratique odieuse à de nombreuses reprises - maintenant le gouvernement malien doit agir, en commençant par mettre fin à l'impunité [de ces] attaques ».

*[1] Certaines personnes naissent en esclavage au Mali parce que leurs ancêtres ont été capturés comme esclaves et que leurs familles « appartiennent » aux familles propriétaires d'esclaves - appelées « nobles » - depuis des générations. Les « esclaves » sont contraints de travailler sans rémunération, peuvent être hérités et sont privés des droits humains fondamentaux.*



**C'est le romancier et universitaire d'origine tanzanienne Abdulrazak Gurnah, qui aborde dans ses ouvrages la question des migrations et du colonialisme, qui a remporté le prix Nobel de littérature pour l'année 2021. L'Académie l'a distingué pour son « analyse pénétrante et sans compromis des effets du colonialisme et du destin des réfugiés écartelés entre cultures et continents ».**

**Ghana :** Une [proposition de loi qui veut restreindre les libertés des minorités sexuelles](#) cristallise les tensions entre l'Eglise anglicane et sa branche ghanéenne, cette dernière soutenant activement l'adoption de la loi qui prévoit notamment : de criminaliser la défense des droits des personnes LGBTQ+, une obligation de dénoncer « des suspects », la promotion des thérapies de conversion ou encore l'imposition de peines de prison plus lourdes pour condamner l'homosexualité.

**Présence turque en Afrique :** dans le cadre de sa [tournée dans plusieurs pays africains, le chef d'Etat turc](#) Recep Erdogan entend consolider l'influence de son pays sur le continent au-delà des aspects économiques humanitaires et éducatifs, et inclut désormais un volet sécuritaire.

## Covid-19

**Italie :** de nombreux [obstacles techniques et bureaucratiques](#) rendent difficile pour les étrangers et les sans-abri l'obtention du document qui prouve qu'une personne a été entièrement vaccinée ou qu'elle est guérie du COVID.

**Maroc :** les autorités travaillent sur les [possibilités de vacciner contre la Covid-19 les personnes en situation irrégulières](#) sur son territoire, le principal obstacle signalé par les autorités étant l'identification des personnes concernées.

**Covid-19 en Afrique :** Selon l'OMS, le nombre réel de contaminations au SARS-CoV-2 en Afrique est sept fois plus élevé que selon les chiffres officiels, qui ne prennent pas en compte des sujets asymptomatiques non détectés faute de tests. En parallèle, l'organisation des Nations Unies alerte sur la [pénurie de seringues sur le continent](#) qui pourrait entraver les efforts de vaccination.

Pour autant, la pandémie de Covid-19 a donné un [coup d'accélérateur au développement des capacités de la surveillance épidémiologique](#) et génomique en Afrique, effort fondamental pour mieux comprendre l'extension du virus sur le continent.

**Sources média :** Bladi (Maroc) ; Deutsche Welle (Allemagne) ; El Pais (Espagne), Europapress, InfoMigrants, Médias24 ; La Provincia (Espagne), L'Indépendant (France), Le Monde (France), Newsbook, Politico, RFI, Yabiladi (Maroc) / **Sources ONG, agences, organisations internationales, institutions:** ARCI/Alarm Phone, Caritas Espagne, Commission européenne, ECRE, HCR, HRW, OCDE, OHCHR, PICUM, Secours Catholique.